

**Nations unies - Coopération entre  
les Nations unies et l'Union africaine  
- Conseil de sécurité - Intervention  
de la représentante permanente  
adjointe de la France à l'ONU  
(New York, 12 septembre 2017)**

Monsieur le Président,

Je remercie le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Haile Menkerios, pour son intervention et je tiens à vous remercier pour l'organisation de ce débat qui intervient à un moment tout à fait opportun alors que notre conseil revient d'un déplacement à Addis Abeba pour la rencontre annuelle avec la commission paix et sécurité de l'Union africaine et alors que l'un des segments principaux de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale sera consacré à une réunion de haut niveau de ce conseil sur le maintien de la paix le 20 septembre. Et je salue à cet égard le travail de votre équipe, Monsieur le Président, sur le projet de résolution sur les opérations de maintien de la paix, que la France soutient.

Je souhaiterais développer trois points principaux, en écho à nos discussions de la semaine dernière à Addis Abeba :

1/ Tout d'abord, je voudrais souligner une fois encore le caractère stratégique du partenariat entre les Nations unies, l'Union africaine et les communautés économiques régionales :

La France est résolument engagée en faveur du renforcement du partenariat stratégique entre l'ONU, l'UA et les communautés économiques régionales. Le moment est venu de réaliser un saut qualitatif, qui s'inscrit également dans une évolution du maintien de la paix et de la répartition des rôles entre l'ONU et les organisations régionales, et de mettre pleinement en oeuvre le chapitre VIII de la Charte des Nations unies. Ce mouvement est à la fois inéluctable, en raison de l'évolution de la nature des menaces et de leur multiplication, et éminemment souhaitable, en raison des avantages comparatifs respectifs de nos deux organisations. Il doit permettre un partage rationnel des tâches qui soit à la fois un gage de plus grande efficacité et de plus grande performance opérationnelle et de meilleure allocation des ressources financières et humaines.

Monsieur le Président,

La multiplicité des crises qui affectent le continent africain et leurs conséquences dramatiques pour les populations, notamment sur le plan humanitaire et en matière de violation des droits de l'Homme, doit nous amener à approfondir la réflexion commune sur la façon d'y apporter des réponses adéquates. Nous devons également travailler ensemble à la façon de mieux

prévenir les crises.

C'est le sens de tout le travail effectué depuis la prise de fonctions du Secrétaire général, en étroite collaboration avec le président de la Commission de l'Union africaine. C'est également tout le sens des actes concrets qui ont été posés, avec l'adoption de la résolution 2320 en novembre 2016, et la signature, le 19 avril, du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, ou encore la visite que notre conseil vient d'effectuer à Addis Abeba pour sa réunion annuelle avec le conseil de paix et de sécurité.

2/ Bien entendu, et c'est là le deuxième point que je souhaiterais aborder, la question du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine sur la paix et la sécurité en Afrique nous renvoie à l'objectif d'améliorer les conditions de financement mais aussi la conduite et l'encadrement des opérations africaines de paix, autorisées ou mandatées par le CSNU.

Des opérations africaines peuvent présenter des avantages comparatifs par rapport aux opérations de maintien de la paix des Nations unies. Elles présentent en effet l'avantage de pouvoir être déployées plus rapidement, de pouvoir bénéficier de mandats plus offensifs et d'être constituées par les contingents qui bénéficient en général d'une bonne connaissance du terrain. Par ailleurs, elles répondent à l'objectif unanimement soutenu d'appropriation, par les États africains, de leur propre sécurité.

Je voudrais donc saluer le travail engagé par le Secrétaire général et par le président de la Commission de l'Union africaine. Sur le financement des opérations africaines, plusieurs options ont été présentées. Ces réflexions doivent se poursuivre et être précisées. Je pense notamment au fonctionnement du fonds pour la paix visant à permettre aux États africains de financer 25% du coût des opérations d'ici 2020, conformément à la décision prise au sommet de Kigali de juillet 2016 et confirmée au sommet de janvier 2017. Je pense aussi à l'impact financier que de telles propositions pourraient avoir sur le budget des Nations unies.

Sur la coopération politique et opérationnelle entre l'ONU et l'Union africaine, le conseil de sécurité et le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, le Secrétaire général et le président de la Commission de l'Union africaine ont abouti à des propositions constructives en vue d'un mécanisme conjoint d'analyse de la menace, de définition du mandat et d'évaluation des opérations.

Ces réflexions doivent également aboutir à des propositions plus détaillées, sur le renforcement des capacités de l'Union Africaine et des communautés économiques régionales en matière de planification et de conduite des opérations de paix, en coopération avec les Nations unies.

Je pense ainsi aux mécanismes indispensables de transparence, de redevabilité et encore de respect des codes de bonne conduite, ainsi que de respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité doit pouvoir être dûment informé et doit pouvoir orienter les missions qu'il autorise et qu'il mandate.

3/ Enfin, troisième point, si les opérations africaines de paix sont aujourd'hui un élément clef du retour à la stabilité sur le continent africain, elles ne sauraient en être le seul déterminant.

C'est pour cela que le renforcement du partenariat entre l'ONU et l'UA et les communautés économiques régionales doit également se fonder sur une approche collaborative visant soit à mieux prévenir les situations de crises, par exemple via un approfondissement du partage de l'information d'alerte précoce, et je salue les avancées de la coopération ONU-UA en ce sens, soit à mieux appréhender les solutions de sortie de crise en partageant une vision politique commune.

En particulier, comme le souligne le Secrétaire général dans son rapport, il apparaît indispensable que l'Union africaine et les communautés économiques régionales contribuent à créer, là où elles sont impliquées, les conditions propices à une résolution politique des crises sur laquelle les efforts de stabilisation et de reconstruction pourront se fonder.

Il faut ainsi, comme nos discussions à Addis Abeba l'ont fortement mis en exergue, que le partenariat ne se limite pas à la sécurité, mais s'étende et s'approfondisse dans le domaine de la pérennisation de la paix et du développement durable, en conformité avec les agendas 2063 de l'Union africaine et 2030 des Nations unies.

Pour conclure, je soulignerai que nombre de crises à l'agenda de notre conseil, qu'il s'agisse de la menace de Boko Haram dans les pays du Bassin du Lac Tchad, de la situation en Somalie, de l'insécurité au Mali et dans la zone du G5/Sahel, sont emblématiques du caractère régional et transversal des problèmes auxquels les États et les populations font face aujourd'hui. L'imbrication des difficultés sécuritaires, politiques, environnementales, sociales et économiques exigent une réponse intégrée qui traite à la fois l'urgence sécuritaire et les causes profondes de la violence. C'est pourquoi le temps est venu de réaliser un saut qualitatif décisif dans le partenariat ONU-UA, en articulant de manière structurée et pragmatique leurs actions respectives. La France est résolue à y contribuer et à soutenir les efforts du Secrétaire général et de la vice-secrétaire générale à cet effet.

Je vous remercie./.